

2 Politique

Activités du vice-président de la République

La sécurité des ports parmi les points à l'ordre du jour



Photo : Presse Présidentielle

Une phase de la réunion avec les responsables de "Broxel Seaport Security Solutions"...



Photo : Presse Présidentielle

... qui ont exprimé leur satisfaction après leur rencontre avec le VPR.

J-C. A

Libreville/Gabon

Le vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, a, de nouveau, reçu, en présence des ministres concernés par le domaine portuaire, les investisseurs suisses. Auparavant, il s'est entretenu avec des hommes d'affaires chinois sur les dossiers relatifs à la construction des futures universités d'Oyem et de Mouila.

APRES avoir déjà été reçus il y a une semaine et demie, les responsables de la "Broxel Seaport Security Solutions", une société

chypriote-suisse spécialisée dans la sécurité maritime et portuaire, ont eu, récemment, une nouvelle séance de travail avec le vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou. En présence du ministre de la Pêche et de la Mer, Chantal Loupdi, de celui des Transports et de la Logistique, Justin Ndoundangoye, et du représentant du ministre de la Promotion des investissements et des Partenariats publics-privés. Et également d'un représentant de l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG).

But de la rencontre, cerner les contours de l'offre suisse en attendant sa phase d'opérationnalisation. A cette occasion, le VPR a révélé à ses interlo-

cuteurs avoir informé le chef de l'État de leur offre de partenariat. Ce que ce dernier a accueilli favorablement, a-t-il assuré. Pour leur part, les hommes d'affaires suisses ont fait savoir que "Broxel Seaport Security Solutions" développe des plates-formes informatisées pour le secteur maritime, avec un suivi des marchandises et des navires. Plus concrètement, son système de surveillance permet d'analyser toutes entrées et sorties de marchandises dans les ports. A cela s'ajoutera une surveillance des eaux territoriales facilitant de détecter d'éventuels mouvements suspects susceptibles de perturber la sécurité du pays (piraterie, terrorisme, etc.).

Pour ce qui est du contrôle

des entrées et sorties des marchandises, une étude réalisée par cette entreprise dans les pays voisins n'utilisant pas cette nouvelle technologie a permis de constater des pertes fiscales de l'ordre de 30 à 35%. Et jusqu'à 60% pour un pays très proche du nôtre. Les données collectées seront analysées en temps réel et communiquées. Ainsi, on aura une vue unifiée des différents bateaux qui accostent dans nos ports. En cas de comportement suspect, l'alerte sera donnée. Enfin, il y aura un centre de sauvetage d'urgence, en cas de navire en détresse.

Après ces explications qui ont manifestement convaincu le VPR, notamment au niveau des gains à tirer en termes de recettes

fiscales, il n'a pas manqué d'interpeller ses interlocuteurs sur la nécessité de veiller à ne pas obérer le pouvoir d'achat des consommateurs. Ce sur quoi les responsables de Broxel ont donné des assurances en ce qu'il n'y aura pas de répercussion négative sur le panier de la ménagère.

Pour Maganga Moussavou qui s'adressait cette fois aux membres du gouvernement présents à la rencontre, l'exposé devrait leur susciter un vif intérêt s'ils veulent être tous ensemble efficaces et efficients comme le souhaite le chef de l'État.

Soulignons qu'en deuxième lieu, le VPR s'est entretenu avec les responsables de la société chinoise de BTP, "China

Construction". En présence cette fois du ministre des Sports, Alain-Claude Bilié-By-Nze, de celui de l'Enseignement Supérieur, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, et celui en charge, de l'Équipement, des Infrastructures et des Mines, Christian Magnagna.

Au menu : les dossiers relatifs aux futures universités d'Oyem et de Mouila; l'achèvement du stade omnisports Omar Bongo de Libreville, et le réseau routier du sud du pays notamment des ponts qui doivent être refaits en urgence. Des rendez-vous ont été pris entre les membres du gouvernement et les entrepreneurs chinois pour leur mise en pratique éventuelle.

Gouvernement/Passation de charges au ministère de la Famille

Les nouveaux défis de Denise Mekam'ne Edzidzie



Photo : D.R

Le SGA du gouvernement transmettant les dossiers de la Famille au ministre d'Etat, Denise Mekam'ne Edzidzie.



Photo : D.R

Les deux ministres face-à-face, écoutant le secrétaire général adjoint du gouvernement Vincent Rewambia (de dos).

I. I

Libreville/Gabon

DÉSORMAIS en charge du portefeuille de la Famille, en plus de celui de la Santé, dans le gouvernement "Issoze Ngondet III" formé le 4 mai dernier, le ministre d'Etat Denise Makam'ne Edzidzie a pris ses nou-

velles fonctions le mercredi 9 mai 2018.

C'est sous la coordination du secrétaire général adjoint du gouvernement, Vincent Rewambia, que l'ancien tenant du portefeuille de la Famille et de la Protection de la petite enfance, le ministre d'Etat Josué Mbadinga, a passé le témoin à Mme Mekam'ne Edzidzie.

Ainsi, dans cette nouvelle charge gouvernementale

Me Denise Mekam'ne Edzidzie aura à s'occuper de la protection de la veuve, de l'orphelin, de la petite enfance mais également de la promotion de la femme. L'ancien ministre d'Etat Josué Mbadinga a saisi cette circonstance pour réitérer sa gratitude au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour la confiance qu'il lui a accordée en le nommant au gouvernement.

Il importe de relever ici que des défis sont multiples dans le nouveau ministère qui vient d'être confié à Mme Mekam'ne Edzidzie. Elle prend le relais à ce moment précis où le président de la République met un accent particulier sur la promotion de la femme. Une préoccupation qui occupe un pan important de ses projets d'où le lancement en 2015 de la Décennie de la femme et sa

matérialisation avec un cabinet spécial directement rattaché à la Primature.

Outre la promotion de la femme, les enjeux sont encore nombreux par rapport à la protection de la petite enfance. Sur ce plan, également les défis sont nombreux à la lumière de l'actualité pas très lointaine : des enfants victimes des abus de tous ordres (viols, maltraitance, abandons, trafics, infanticides,

etc).

D'aucuns espèrent que, rompue à la tâche et surtout habituée aux défis, Denise Mekam'ne Edzidzie saura compter sur son expérience pour mener à bien ce nouveau challenge que viennent de lui confier le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et le Premier ministre, chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet.